Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2016-436** **26/05/2016**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 9

Objet : Appel à candidature : 9 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence pour le Développement de la Coopération Internationale dans les Domaines de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux (ADECIA) :

1 poste de responsable de projet de coopération internationale dans le cadre d'un jumelage "santé et protection des végétaux" (catégorie A/A+) à KIEV (Ukraine).

Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) :

1 poste de directeur(rice) des relations extérieures (catégorie A+) à PARIS (75).

Conservatoire du littoral :

1 poste de technicien(ne) aménagement et gestion pour l'antenne de Martinique (catégorie B) à FORT-DE-FRANCE (Martinique).

Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort :

1 poste de directeur(rice) des affaires financières (catégorie A) à MAISONS-ALFORT (94).

Institut National d'Etudes Démographiques (INED) :

1 poste de directeur(rice) de la communication (catégorie A ou agent contractuel) à PARIS (75).

Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer/Ministère du Logement et de l'Habitat Durable (MEEM/MLHD) :

Chef(fe) du bureau changement climatique et maîtrise de l'énergie (catégorie A+) à LA DEFENSE (92).

Adjointe(e) au chef du bureau changement climatique et maîtrise de l'énergie (catégorie A+) à LA DEFENSE (92).

Parc National des Calanques :

1 poste de chargé(e) de mission éducation à l'environnement et au développement durable (catégorie A) à MARSEILLE (13).

1 poste de chargé(e) d'études plan de gestion (catégorie B+ ou agent contractuel) à MARSEILLE (13).

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Catégorie A/A+
Expert long-terme International
Responsable de projet de coopération internationale à Kiev en UKRAINE dans le cadre d'un jumelage « Santé et protection des végétaux »

Début de mission estimée : Janvier 2017

Niveau de classement parcours professionnel : 3	
Missions de la structure	Un appel à proposition a été lancée en mai 2016 auprès des États membres de l'Union européenne pour un projet de jumelage avec l'Ukraine de **21 mois** intitulé : *« Approximation of Ukrainian legislation with the EU in the field of plant protection products and plant health and strengthening associated inspection and laboratory services».* La France envisage de répondre à cet appel à candidatures avec un ou deux autres états membres partenaires. Elle doit notamment proposer un(e) chef de projet et un(e) Conseiller(ère) résident(e) de jumelage (CRJ).
Objectifs du poste	L'objectif du jumelage est de revoir la réglementation et d'améliorer l'organisation des services administratifs pour mieux encadrer l'utilisation des produits phytopharmaceutiques en Ukraine. Les réglementations et directives concernées sont celles liées à l'autorisation et l'utilisation durable des PPP, aux résidus et à la santé des plantes (Directive 2000/29/EC et 2009/128/EC and Regulation (EC) 1107/2009 et 396/2005). Il s'agira également d'améliorer les pratiques des services de contrôle et les laboratoires associés, conformément aux exigences européennes et internationales. Ce jumelage sera notamment organisé autour de missions de conseil, de recommandation, d'encadrement d'atelier de travail de rédaction des règlements, des programmes de formation sur-mesure, des séminaires, des rédactions de manuels de procédures et des visites d'études / stages dans les états membres.
Descriptif des activités	Le conseiller(ère) résident(e) de jumelage est un expert long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien. Résidant à **Kiev durant 21 mois,** il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le chef de projet et les experts ukrainiens, français et européens : • De programmer et organiser les interventions de l'équipe d'experts court-terme dans le pays ; • De s'assurer que les éléments pertinents, composant l'acquis dans ce domaine sont rendus disponibles pour leur usage dans le cadre des activités du jumelage ; • D'assister les experts courts termes en précisant leurs tâches au fur et à mesure du déroulement du jumelage et en s'assurant, avec le concours de son homologue ukrainien, de la fourniture des éléments de contexte et des informations nécessaires à leurs missions ; • De préparer et mettre en œuvre le déroulement technique et administratif des activités et de vérifier la compréhension en profondeur des problématiques et l'adéquation des résultats ; • D'identifier, avec le concours de son homologue ukrainien, les experts nationaux appropriés ; • De rencontrer régulièrement le chef de projet ukrainien ; • De préparer les rapports intermédiaires d'avancement du projet. Le CRJ exécutera sa mission et agira exclusivement dans l'intérêt de l'administration d'accueil du pays bénéficiaire et dans celui de l'Union Européenne.
Champ relationnel du poste	Son homologue sera la cheffe de service *« Forecasting, phytosanaitary diagnostics and environmentally-friendly plant protection methods »* du State Service of Ukraine for food Safety and Consumer Protection (SSFSCP), principal bénéficiaire du projet. Le bureau du CRJ sera positionné au sein de cette administration. En relation étroite avec elle et son équipe, l'autorité de gestion de projet ukrainienne (PAO) et la délégation de l'Union européenne sur

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">place, il/elle sera amené/e à superviser le projet pour atteindre les objectifs et résultats visés, fixés en début de projet par un contrat de jumelage.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>• Formation agronomique avec une spécialité dans le domaine de la santé des plantes et/ou de la protection des végétaux ;
• Expérience dans la conduite et la gestion de projets ;
• Forte aptitude à la communication et travail en équipe interculturelle et multidisciplinaire ;
• Capacités de rédaction et de communication ;
• Excellente maitrise de l'anglais (écrit et parlé) ;
• Expérience à l'international souhaitée.</td><td>• Expérience minimum de 3 ans en administration dans le domaine de la santé des plantes et/ou de la protection des végétaux ;
• Connaissance des réglementations et directives européennes en santé des plantes et protection des végétaux ;
• Une expérience dans la mise en œuvre des réglementations et exigences européens au niveau national, d'organisation et de mise en œuvre des contrôles de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ou de l'organisation et du fonctionnement des laboratoires d'analyses officiels serait un atout supplémentaire ;
• Connaissance du système de normalisation internationale ;
• Connaissance du rôle des institutions internationales dans ce domaine (EPPO, IPPC, ISO) ;
• Une expérience passée dans une réforme/réorganisation d'une administration/service en charge du contrôle des produits phytopharmaceutiques serait un atout supplémentaire.</td></tr>
<tr><td>Modalités de candidature</td><td colspan="2">Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV en anglais (modèle Europass disponible sur le site http://europass.cedefop.europa.eu/), par voie électronique et sous couvert du chef de service.
Elles sont à adresser au plus tard au 13 juin 2016, délai de rigueur, à Monique Tran, directrice du GIP ADECIA et Julie Poirot, Chef du bureau des négociations européennes et multilatérales à la Direction générale de l'alimentation (DGAL) du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.</td></tr>
<tr><td>Contacts</td><td colspan="2">Julie Poirot, DGAL – Tél. : 01.49.55.80.02 - julie.poirot@agriculture.gouv.fr
Rémi Proust, GIP ADECIA – Tél. : 01.49.55.44.33 - remi.proust@agriculture.gouv.fr)</td></tr>
<tr><td>Pour en savoir plus</td><td colspan="2">http://ec.europa.eu/enlargement/tenders/twinning/index_en.htm
http://www.adecia.org/notre-expertise/jumelages-institutionnels.html
https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1464011374176&do=publi.detPUB&searchtype=QS&orderby=upd&orderbyad=Desc&nbPubliList=15&page=2&aoref=137971</td></tr>
</table>

<u>JUMELAGE :</u> "Approximation of Ukrainian legislation with the EU in the field of plant protection products and plant health and strengthening associated inspection and laboratory services" UA 12 ENPI HE 01 16(UA/54)

Pays	**Ukraine**
Bénéficiaire	State Service of Ukraine for food Safety and Consumer Protection (SSFSCP)
Durée	21 mois
Période du projet	Janvier 2017 à Janvier 2019
Budget	2 000 000 €
Structures françaises concernées	MAAF (DGAL, CGAAER), ANSES, DGCCRF
Expertise	Chef de Projet : A sélectionner Conseiller résident de jumelage : A sélectionner Expertise court-terme à mobiliser: *Pesticide Legislation; Plant Health Legislation; Pesticide Residues and Consumer protection; Maximum Residue Levels; Multi-annual pesticide residue monitoring plans; Pesticide Laboratory Management; Plant Health Laboratory Management; Laboratory Accreditation to ISO 17025; Inspection service accreditation to ISO 17020; Public awareness-raising campaigns; Counterfeit Pesticides; Monitoring pests, weeds and diseases and predicting future pesticide requirements; phytosanitary monitoring; control and supervision of regulated objects; Sustainable Use Directive and National Action Planning; PPP and plant health laboratory equipment, consumables and associated analyses* = environs 600 h/j + 6 visites d'étude en UE + 4 stages en UE (calcul ADECIA)
Description des objectifs	L'objectif du jumelage est d'établir le cadre réglementaire et l'organisation administrative pour encadrer l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. Les réglementations et directives concernées sont celles liées à l'autorisation et l'utilisation durable des PPP, aux résidus et à la santé des plantes (Directive 2000/29/EC et 2009/128/EC and Regulation (EC) 1107/2009 et 396/2005). Il s'agira aussi d'améliorer les services de contrôle et les laboratoires associés, conformément aux exigences européennes et internationales.
Résultats et activités	Ces activités devront permettre d'aboutir à trois résultats obligatoires: - <u>Résultat 1:</u> Réglementations comparées avec les exigences de l'UE, mises à jour et révisées pour adoption par les autorités ukrainiennes - <u>Résultat 2:</u> Analyse de l'organisation et des méthodes de services de contrôle, optimisation des pratiques en vue de leur accréditation ISO 17020 - <u>Résultat 3:</u> Analyse de l'organisation et des méthodes des laboratoires d'analyses, recommandations pour l'optimisation de leurs pratiques, analyse des besoins en nouveaux équipements et consommables essentiels pour conduire leurs missions et définition d'un plan stratégique pour la modernisation des laboratoires et leur accréditation ISO 17025. Les activités du projet de jumelage ont ainsi été réparties en trois composantes correspondant à ces trois résultats (voir annexe).
Date limite	Offre à rendre pour le 18 juillet 2016

adecia
Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux

Présentation des conseillers résidents de jumelage

Dans le cadre des appels à proposition de Jumelages de plus de 6 mois, la France doit proposer un/une Conseiller(ère) résident(e) de jumelage (CRJ).

Responsabilités
Le conseiller(ère) résident(e) de jumelage est un(e) expert(e) long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien.
Résidant dans le pays bénéficiaire pour une longue durée (de 12 à 24 mois), il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le chef de projet et les experts du pays bénéficiaires et français :

- préparer tous les documents liés au jumelage,
- coordonner et organiser les activités de formation et de visites d'étude,
- fournir des conseils techniques pour la gestion du personnel dans le cadre du développement du projet,
- faciliter la coordination entre les ministères et les institutions impliquées,
- organiser des réunions avec les acteurs et parties prenantes du projet,
- fournir un appui aux experts court-terme pour la bonne organisation des formations.

Le départ et le retour de l'agent en mission long-terme peuvent être facilement anticipés :

- une période de latence de 6 à 12 mois, entre le dépôt d'une offre et le départ en mission,
- la durée d'un jumelage est fixée dès le début, et peut être allongée d'une durée de 3 mois maximum.

Rémunération
Le CRJ continuera à percevoir son salaire normal (dont les primes, supplément familial…) dans son État membre d'origine tout au long de sa mission.

Pour le compte du MAAF, le GIP Adecia perçoit une somme équivalente à celle qu'il aurait perçue s'il avait continué à travailler dans son administration d'origine (et non à l'étranger), y compris les charges sociales et patronales assimilées, plus une prime de 6 % du montant total pour couvrir les frais supplémentaires d'un remplaçant.

En plus de son salaire normal, le CRJ recevra une allocation de subsistance au taux fixé par la Commission pour toute la durée de sa mission. (pour l'Ukraine : 143 euros / jour, sur toute la durée du projet).

Les frais suivants lui seront également remboursés (sur présentation d'un justificatif du paiement) en fonction d'un barème applicable à tous les EM:

- loyers pour logement:
- frais de scolarité si le CRJ est accompagné de ses enfants;
- frais de voyage au début et à la fin de sa mission;
- frais de déménagement (pour le contenu complet de son ménage s'il est accompagné de sa famille ou pour une partie de ses effets personnels, s'il déménage seul);
- indemnité mensuelle pour voyage aller-retour dans l'EM à partir du second mois de sa mission, si aucun frais lié aux membres de la famille n'est facturé au projet;
- assurance maladie et accident.

Spécificités des agents à la retraite
Des experts récemment mis à la retraite (moins de deux ans avant le lancement du projet) peuvent être réengagés en qualité d'agents publics temporaires soit par une administration, soit par un organisme mandaté. À l'instar des fonctionnaires non statutaires, ils doivent être liés contractuellement à l'organisme responsable du projet de jumelage.
Le remboursement du salaire des experts récemment mis à la retraite s'effectuera selon les mêmes principes que ceux qui ont été énoncés plus haut pour les agents publics temporaires.
Si la législation nationale prévoit la déduction du montant de la retraite du traitement du fonctionnaire du secteur public, le projet ne remboursera que les dépenses salariales réelles du contractant.

Ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Mise à disposition auprès du Secrétariat général du Centre Intergouvernemental des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM)
Directeur des relations extérieures

Poste à pourvoir au 1er août 2016

Catégorie A+
Niveau parcours professionnel : supérieur à trois

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Créée en 1962, le CIHEAM, Centre International des hautes études agronomiques méditerranéennes est une organisation internationale inter-gouvernementale à vocation méditerranéenne spécialisée dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de l'environnement et de la sécurité alimentaire. Il est reconnu comme un « organisme d'intérêt communautaire » par la Commission Européenne. Son Secrétariat général est basé à Paris, il dispose de quatre Instituts agronomiques méditerranéens, situés à Montpellier, Bari (Italie), Chania (Grèce) et Saragosse (Espagne).
Pour répondre aux besoins de ses Etats-membres et de nombreux Etats de la région, le CIHEAM met en œuvre des actions de formation, de recherche et de coopération en étroite collaboration avec les acteurs internationaux, régionaux et locaux engagés dans la région méditerranéenne
Des réunions ministérielles régulières permettent d'orienter le travail de l'organisation et de renforcer la cohésion régionale.

OBJECTIFS DU POSTE

Le Secrétariat général du CIHEAM assure, sous le contrôle du Conseil d'administration, la mise en œuvre des actions en lien étroit avec les quatre Instituts agronomiques et les organisations et institutions partenaires. Il gère un budget de 30 M€ environ et déploie un portefeuille d'actions pour environ 110 M€.

A partir de 2016, les actions se déploient dans un cadre stratégique d'intervention « Agenda 2025 » proposé par le Secrétaire général au Conseil d'administration qui nécessite le renforcement du Secrétariat général par un directeur des relations extérieures. Cet Agenda se décline autour de quatre grands axes :
- protection de l'environnement
- sécurité alimentaire et nutrition
- développement inclusif dont emploi des jeunes
- crises et résiliences.

DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER

Le Directeur des relations extérieures aura pour mission de seconder le Secrétaire général dans la mise en œuvre du cadre stratégique adopté par le Conseil d'administration en s'attachant particulièrement à :
- renforcer les relations et construire des projets avec certaines organisations internationales, en particulier la Commission européenne et la FAO, les banques de développement et autres institutions financières ;
- trouver auprès de ces institutions des financements complémentaires à ceux des Etats-membres du CIHEAM ;
- renforcer les synergies entre les 4 instituts et le Secrétariat général ;
- mise en place de l'initiative consistant à affilier des Centres au Sud et à l'Est de la Méditerranée.

COMPETENCES ET QUALITES REQUISES

Ce poste requiert une expérience solide à l'international et avec des acteurs d'origines multiples, une bonne connaissance des enjeux de la région méditerranéenne, une expérience de gestion budgétaire ainsi qu'une excellente connaissance des acteurs institutionnels au plan international et méditerranéen dans le domaine agricole et agronomique.

Le directeur des relations extérieures devra avoir une expérience de management en milieu multiculturel et une aptitude à la communication.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Une autre langue de travail de la région méditerranéenne est souhaitable.

PERSONNES A CONTACTER

- Patrice de LAURENS, DGPE, Chef du service Europe et International :
01 49 55 46 44, patrice.delaurens@agriculture.gouv.fr
- Marie-Hélène LE HENAFF, DGPE, Sous-directrice International : 01 49 55 45 08, marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) sera transmise à Rekha Bernard (rekha.bernard@agriculture.gouv.fr), DGPE, sous-direction International, BMSA

République Française

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute pour sa délégation de rivages Outre-mer un

Technicien aménagement et gestion pour l'antenne de Martinique (H/F)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui 166 000 ha situés sur le littoral, dont 95 000 en pleine propriété. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Une partie de la gestion des terrains sous la protection du Conservatoire sont confiés aux collectivités territoriales, à des établissements publics ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, dans les services centraux principalement situés à Rochefort, dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer) et en région Rhône-Alpes pour les lacs. Ces délégations qui constituent le réseau territorial de l'établissement sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en assurer la gestion.

La délégation Outre-mer, basée en métropole (Paris), coordonne l'action de 7 antennes permanentes situées dans les régions outre mer. Elle met en œuvre, sous l'autorité de la directrice du Conservatoire, la politique de préservation des rivages de l'outre mer qui est proposée par les conseils de rivages puis validée par le Conseil d'administration de l'établissement.

Contexte du poste

Sous l'autorité du délégué, l'antenne du Conservatoire de Martinique, qui comprend deux agents permanents, met en œuvre au niveau local les programmes et les actions qui ont été définis et en réfère de façon permanente au délégué et à son adjoint pour les Rivages Français d'Amérique basé en Guadeloupe.

33 sites d'intervention foncière ont été à ce jour validés par le Conseil d'administration du Conservatoire du littoral. La protection foncière déjà réalisée par le Conservatoire sur ces sites porte sur environ 3 300 ha. La stratégie d'intervention foncière du Conservatoire a identifié environ 4 500 ha de zones d'intervention à l'horizon 2050.

La gestion des sites du Conservatoire est confiée au Parc naturel régional de Martinique, à la Communauté d'agglomération Espace Sud Martinique, à la commune de Sainte-Anne et à l'Office national des forêts, dans le cadre de conventions de gestion. Ces gestionnaires peuvent également prendre en charge certains travaux dans le cadre de délégation de maîtrise d'ouvrage. Des conventions d'occupation agricoles ont été passées avec des agriculteurs sur certains sites.

Des programmes en faveur de l'accueil du public et de la restauration du patrimoine naturel ou culturel sont en cours, à poursuivre et à développer, sur un territoire où la population est de plus en plus urbaine et fortement concentrée sur le littoral.

Description des missions
Sous l'autorité hiérarchique de la responsable de l'antenne de Martinique, le technicien est plus particulièrement chargé des actions suivantes :

- Elaboration des programmes de travaux et d'aménagements pour l'accueil du public ou la préservation du patrimoine naturel ou culturel :
Etat des lieux, définition des besoins et conception de projets en lien avec les gestionnaires
Préparation des dossiers techniques et financiers
Recherche et consultation de prestataires
Préparation des conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage
Mise en œuvre et suivi sur le terrain des travaux, en relation avec les entreprises ou maîtres d'ouvrages délégués

- Dynamisation et suivi de la gestion des sites :
Préparation des conventions de gestion et conventions d'occupation temporaires
Contribution à l'élaboration des plans de gestion et suivi de leur mise en œuvre
Animation du réseau des gardes du littoral
Contribution à l'organisation des comités de gestion

- Information, communication au public
Relation avec les structures d'éducation à l'environnement
Mise en œuvre et suivi des actions de sensibilisation à l'environnement sur les terrains du Conservatoire

Profil et compétences requises
Formation dans le domaine du paysage, de l'écologie ou de l'ingénierie de l'environnement,
Expériences en aménagement et maîtrise d'ouvrage en espace naturel
Connaissances en écologie tropicale souhaitée
Capacité rédactionnelle, de synthèse, d'esprit d'initiative et d'autonomie
Sens du travail en équipe et en réseau
Maîtrise des logiciels bureautiques et SIG

Le technicien intervient sur tout le territoire de le Martinique et pourra être amené à réaliser des missions d'appui ponctuelles auprès des antennes de Guadeloupe, de St-Martin et de Guyane.

Caractéristiques du poste
Poste de **catégorie B**, ouvert uniquement aux **fonctionnaires en détachement** (contrat de 3 ans renouvelable).

Lieu d'affectation et date de prise de fonction
Résidence administrative à l'antenne du Conservatoire du littoral en Martinique (Fort-de-France). Poste à pourvoir **à compter du 1er août 2016.**

Renseignements et dépôt des candidatures
Les candidatures sont à adresser **au plus tard le 10 juin 2016** :

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale – CS 10137 – 17306 Rochefort cedex
Tel. 05 46 84 72 50
Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi

Contacts :
- Marie-Michèle MOREAU, responsable de l'antenne de Martinique

Tel : 05 96 63 84 40 courriel : mm.moreau@conservatoire-du-littoral.fr
- Alain PIBOT, délégué adjoint pour les Rivages français D'Amérique

Tél : 05 90 57 80 63 courriel a.pibot@conservatoire-du-littoral.fr
- Alain BRONDEAU, délégué Outre-mer

Tel. 01 44 63 56 72 courriel : a.brondeau@conservatoire-du-littoral.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort
7, avenue du Général de Gaulle – 94704 MAISONS-ALFORT CEDEX

Directeur(rice) des affaires financières

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : A (attaché, ingénieur de recherche…)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Classement du poste catégorie A : 3 IATOS 09-013</td><td>Cotation part fonction PFR : 4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public administratif d'enseignement supérieur et de recherche relevant du Ministère de l'Agriculture et rattaché à l'Université Paris-Est Créteil, qui entretient en outre des liens forts avec l'ANSES et l'INRA. Elle forme près de 650 élèves répartis en 5 promotions. Les enseignements interviennent sur trois sites : à Maisons-Alfort (Val-de-Marne), au Centre d'Imagerie et de Recherche sur les Affections Locomotrices Equines (CIRALE) à Goustranville (Calvados) et au Centre d'application de Champignelles (Yonne). L'enseignement clinique est notamment dispensé au sein du centre hospitalier universitaire vétérinaire (ChuvA) qui délivre 18 000 consultations par an.
Installée sur un site de 10 hectares, elle fonctionne grâce à 400 personnels enseignants-chercheurs, administratifs et techniques titulaires et contractuels.
Son budget annuel s'établit à environ 25 millions d'euros, dont 5 millions de masse salariale sur ressources propres.
L'EnvA est par ailleurs engagée dans un vaste programme d'investissement pour la restructuration de son site de Maisons-Alfort, l'investissement programmé dans le cadre du CPER est de 45 M€ pour les années 2015 – 2020.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Sous l'autorité de la Secrétaire Générale, le directeur des affaires financières est chargé, outre la responsabilité du service (2 A ; 1 B ; 5,8 C), de la coordination de l'élaboration et de la mise en œuvre du budget de l'établissement, selon les orientations stratégiques et financières définies par la direction et dans le cadre réglementaire de la GBCP.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Management :
- Fixer les priorités en conformité avec les orientations de la direction, proposer des directives claires et rechercher l'efficacité et la rationalité économique et opérationnelle ;
- Structurer l'action collective (mode projet, diffusion des bonnes pratiques, collaboration avec l'agence comptable…).
Budget et finances :
- Définir et superviser le processus budgétaire pluriannuel avec les centres de responsabilités dans le respect du nouveau cadre de la GBCP ;
- Piloter et suivre les dialogues budgétaires ;
- Elaborer et suivre le plan de trésorerie en lien avec l'agent comptable ;
- Apporter un soutien à toutes les questions réglementaires et techniques en matière financière et dans ce cadre assurer le suivi de la veille réglementaire ;
- Apporter son soutien et son expertise aux services dans le domaine budgétaire et financier, ainsi que dans l'utilisation des applications financières.
Contrôle interne budgétaire et amélioration des processus :
- Formalisation des procédures budgétaires ;
- Cartographie des processus budgétaires, identification des risques et mise en œuvre des actions de contrôle ;
- Participation aux travaux de poursuite de l'amélioration des procédures et des systèmes d'information budgétaire et comptable.
Préparer les grands chantiers à venir :
- Passage à la facturation électronique (2017) ;
- Mise en place du service facturier (horizon 2018).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne, l'ensemble des services administratifs, techniques, cliniques ou unités de recherche de l'établissement. Etroite collaboration avec l'agence comptable.
En externe, autres établissements publics d'enseignement supérieur, membres de la communauté Cocktail, fournisseurs et clients de l'établissement.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Très bonnes connaissances des finances publiques et de la réglementation budgétaire et comptable publique ;
Très bonnes connaissances de la réglementation applicable aux marchés publics ;
Bonne connaissance du droit public ;
Connaissance du statut des EPA et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ;
Sens de l'analyse ;
Capacité à gérer des projets.</td><td>Savoir élaborer des outils d'analyse et de synthèse (choix d'indicateurs, tableaux de bords) ;
Savoir organiser la circulation de l'information ;
Maîtriser les techniques d'encadrement et en particulier d'organisation et de coordination ;
Avoir des aptitudes à la négociation et posséder une bonne capacité à convaincre ;
Capacité à travailler en transversalité ;
Etre pragmatique ;
Maîtrise d'Excel ;
Disponibilité ;
La maîtrise des applications budgétaires et financières du PGI Cocktail serait un atout.</td></tr>
<tr><td>CV et lettre de motivation à adresser au plus tard le 15/06/2016</td><td colspan="2">Mme Liv LIONET, Secrétaire Générale - liv.lionet@vet-alfort.fr ou par voie postale à l'attention de la Secrétaire Générale de l'EnvA</td></tr>
<tr><td>Renseignements auprès de</td><td colspan="2">Mme Liv LIONET, Secrétaire Générale - liv.lionet@vet-alfort.fr – Tél. : 01.43.96.71.81</td></tr>
</table>

Directeur-trice de la communication H/F

L'Ined

L'Institut national d'études démographiques (Ined) est un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST). Il a pour mission de mener des recherches sur les différentes problématiques démographiques (fécondité et famille, santé et mortalité, migrations, ...) et d'informer le public et les chercheurs des évolutions en cours. Fort de ses 11 unités de recherche, l'Ined est au cœur d'un réseau de partenariats nationaux et internationaux de recherche.

La direction de la communication a pour mission de garantir l'image de l'institut et assure sa visibilité auprès de l'ensemble de ses publics (internes, chercheurs, partenaires nationaux et internationaux, presse, grand public). En charge la communication externe et interne, elle coordonne l'ensemble des actions valorisant l'activité de l'Ined.

Le poste

Directement rattaché(e) à la Directrice de l'Ined, vous proposez et mettez en œuvre la politique de communication externe et interne en cohérence avec la politique de l'établissement, à l'échelle nationale et internationale.
Vous concevez et organisez différentes initiatives de diffusion des savoirs et participez à la valorisation de la production scientifique.

Vous définissez le plan de communication et développez les fonctions de communication.

Vous êtes membre du comité de direction et vous travaillez de manière transverse avec les chercheurs et les différents services et directions de l'établissement.

Vous managez une équipe de 8 personnes.

<u>Missions</u>

- Définition de la politique de communication externe et interne
- Coordination des activités et animation de l'équipe
- Pilotage des actions de communication :
    - communication institutionnelle (réalisation du rapport d'activité)
    - communication interne,
    - communication digitale,
    - relations presse,
    - diffusion des savoirs en France et à l'étranger (événements de culture scientifique)
- Interface avec les réseaux communication des partenaires (Campus Condorcet, heSam)

Profil

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, niveau bac + 4/5 communication (CELSA, IEP, Master…), vous avez une solide expérience d'au moins 7 à 10 ans dans le domaine de la communication, notamment institutionnelle et interne.

Au cours de votre parcours, vous êtes intervenu(e) dans l'univers de la recherche idéalement dans les champs des sciences sociales. Vous avez également une bonne connaissance du fonctionnement d'un établissement public.

Qualités :

- Aptitudes managériales
- Excellentes compétences rédactionnelles
- Diplomatie, sens politique, disponibilité
- Goût pour les sujets scientifiques
- Maîtrise de la gestion de projet, rigueur et sens de l'organisation
- Maîtrise de l'anglais

Contrat

Poste vacant au 1er juillet 2016
CDD 3 ans - catégorie A - détaché ou contractuel
Paris 20e

Candidature

Pour tout renseignement, contactez Corinne Le Ny-Gigon – directrice de la communication : corinne.le-ny-gigon@ined.fr

Adressez lettre de motivation et curriculum vitae avant le 10 juin 2016 à : sirot@ined.fr (merci d'indiquer dans l'objet du mail « Candidature directeur de la communication H/F »)

Février 2016

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ENERGIE ET DE LA MER

MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT DURABLE

Secrétariat général

Direction des ressources humaines

FICHE DE POSTE

Intitulé du poste : Chef du bureau changement climatique et maîtrise de l'énergie

Voie d'accès	Durée d'occupation min-max	Évolution possible
A+	**minimum 3 ans**	

Cotation du poste	3,5
Catégorie d'emploi	A+ indifférencié
Famille(s) professionnelle(s)	Europe et International Énergie et climat
Emploi(s)-type(s) de rattachement	Chef de bureau
Correspondance RIME	Chef de bureau

Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	Secrétariat général / Direction des affaires européennes et internationales / Sous-direction changement climatique et développement durable
Localisation	Tour Pascal A – 92055 La Défense cedex

Vacance poste et motif recrutement	Susceptible d'être vacant
Titulaire (nom, grade …)	Damien NAVIZET (ICPEF)
Nom et fonction du n+1	Véronique MASSENET sous-directrice CCDD

Présent pour l'avenir

Missions (raison d'être du poste) :

Au sein de la sous-direction changement climatique et développement durable, impliquée dans les grandes négociations internationales dans le domaine de l'environnement, le chef du bureau changement climatique et maîtrise de l'énergie assure, en lien avec les agents qu'il encadre, le suivi et la participation aux négociations sur le climat, au Plan d'Action Lima Paris, et aux travaux dans les enceintes multilatérales traitant d'énergie.

Environnement du poste – Contexte et description du service :

Au sein de la Direction des affaires européenne et internationales (DAEI), le bureau du changement climatique et de la maîtrise de l'énergie, composé d'une dizaine d'agents, joue un rôle moteur dans la définition et la coordination de la position française dans les négociations sous la Convention Climat des Nations Unies (CCNUCC), ainsi que les initiatives du Plan d'Action Lima Paris en dehors de la CCNUCC. Dans le domaine de l'énergie, le bureau suit et participe entre autres aux travaux des institutions et partenariats multilatéraux, comme l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) ou l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA).

Le bureau est également amené à travailler sur des sujets communautaires liés à la définition de la politique climat et énergie de l'Union européenne.

Enjeux et dossiers principaux du poste :

La France, qui a accueilli fin 2015 la COP21 sera formellement présidente de la COP jusqu'à la conférence de Marrakech qui aura lieu fin 2016 et continuera d'avoir un rôle privilégié dans la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat et pour les suites du Plan d'Action de Lima à Paris et des initiatives présentées lors de la COP21.

Le volet multilatéral énergie a connu une forte montée en puissance, avec la multiplication des enceintes et initiatives internationales sur les énergies et les technologies sobres en carbone, en lien avec le LPAA.

Enfin, toujours suite à la COP21, le principal dossier communautaire concernera le futur paquet législatif sur le cadre énergie climat pour 2030, qui permettra notamment la bonne mise en œuvre de la contribution de l'Europe à l'accord de Paris sur le climat.

Activités principales :

Assurer le pilotage et le suivi de l'activité de l'ensemble du bureau et de ses agents :

- Coordination des travaux de réflexion de la présidence française de la COP21, et pour l'élaboration de la position française dans les négociations internationales sur le climat, à travers notamment la contribution à la définition de la position européenne.
- Organisation logistique et coordination de l'équipe lors des sessions de négociation.
- Coordination de la participation aux travaux sur le Plan d'Action de Paris à Lima (agenda des solutions) et dans les enceintes et initiatives multilatérales sur le climat et l'énergie (AIE, IRENA, travaux G8-G20...) ;
- Coordination de la participation du bureau aux réflexions visant à définir la position française sur les sujets communautaire liés au climat et à l'énergie (cadre 2030 avec la DGEC notamment)

Entretien d'un dialogue régulier avec un grand nombre d'acteurs gouvernementaux et non-gouvernements, et maintenir une veille active sur les sujets climat et énergie au niveau international.

Garantir la compétence et la cohésion de l'équipe, notamment en vue de la COP21.

- Gestion et management de l'équipe : recrutements, évaluation lors des entretiens professionnels annuels.
- Coordination avec le MAEDI sur l'organisation interministérielle.

Management :

Exercé dans le poste	Positionnement dans la structure
Encadrement d'une dizaine d'agents	Rattachement à la sous-direction changement climatique et développement durable, ainsi qu'au chef de la délégation française pour les négociations internationales sur le climat

Relations internes et externes :

Relations internes et externes très développées, notamment avec :

- directions techniques du ministère, en particulier la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC) ;
- autres ministères concernés (Affaires étrangères, Économie et finances, Agriculture...)
- Secrétariat général aux affaires européennes (SGAE)
- opérateurs français impliqués dans le multilatéral climat et énergie (Agende française de développement (AFD), Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)...)
- acteurs non-gouvernementaux (ONG, think tank...)
- experts des autres pays, notamment les États membres de l'UE

Responsabilités tenant au poste ou au positionnement du titulaire :

Responsabilité d'encadrement d'une équipe d'une dizaine de personnes.

Possible représentation de la France à des réunions européennes ou internationales.

Compétences nécessaires et/ou à développer :

Compétences techniques	Connaissances sur le thème du changement climatique et de l'énergie Connaissance des institutions onusiennes, communautaires et françaises Bonne maîtrise de l'anglais (oral et écrit) indispensable
Compétences transversales	Bonnes capacités de rédaction, d'animation et de présentation en public Bon esprit de synthèse et forte capacité d'initiative Capacité d'analyse stratégique et aptitude à la négociation Aptitude au management
Compétences relationnelles	Habitude de travail en réseau et capacité à fonctionner en équipe

Modes d'acquisition	

Profils recherchés, antériorité éventuellement nécessaire:

Sens du travail en équipe, goût pour l'encadrement, grande disponibilité, capacités d'initiative et de proposition, capacité de création et d'animation de réseaux, de conviction. Une expérience professionnelle d'au moins 10 ans, dont une expérience à l'européen ou l'international, est souhaitée, ainsi qu'une bonne connaissance d'une ou plusieurs thématiques liées au climat. Une connaissance du fonctionnement du MEEM et de l'administration centrale serait un plus. La pratique courante de l'anglais est indispensable, et la connaissance d'une deuxième langue est souhaitable.

Conditions de travail :

Matérielles	Horaires et saisonnalités	Conditions particulières
outils informatiques classiques	Le poste exige une certaine disponibilité et adaptabilité, en raison de déplacements à l'international réguliers.	

Contact :

Contacts :
Véronique MASSENET, sous-directrice
01 44 49 80 72
veronique.massenet@developpement-durable.gouv.fr

Marc FAGOT, adjoint à la sous-directrice
01 40 81 11 47
marc.fagot@developpement-durable.gouv.fr

Février 2016

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ENERGIE ET DE LA MER

MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT DURABLE

Secrétariat général

Direction des ressources humaines

FICHE DE POSTE

Intitulé du poste : **Adjoint au chef du bureau changement climatique et maitrise de l'énergie**

Voie d'accès	Durée d'occupation min-max	Évolution possible
A+	**minimum 3 ans**	

Cotation du poste	3
Catégorie d'emploi	A+ indifférencié
Famille(s) professionnelle(s)	Énergie et climat Europe et International
Emploi(s)-type(s) de rattachement	Conseiller négociateur
Correspondance RIME	Conseiller négociateur

Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	Secrétariat général Direction des affaires européennes et internationales Sous-direction changement climatique et développement durable Bureau changement climatique et maîtrise de l'énergie
Localisation	Tour Pascal A – 92055 La Défense cedex

Vacance poste et motif recrutement	Susceptible d'être vacant
Titulaire (nom, grade …)	Rémy LAURANSON (IPEF)
Nom et fonction du n+1	Damien NAVIZET, chef de bureau

Présent pour l'avenir

Missions (raison d'être du poste) :

L'adjoint au chef de bureau est chargé de seconder le chef de bureau dans le pilotage et le suivi de l'activité de l'ensemble du bureau et de ses agents. Il est également amené à suivre plus directement certains dossiers, dont la nature est définie en fonction des contraintes du service et du profil du titulaire du poste

Environnement du poste – Contexte et description du service :

Au sein de la Direction des affaires européenne et internationales (DAEI), le bureau du changement climatique et de la maîtrise de l'énergie, composé d'une dizaine d'agents, joue un rôle moteur dans la définition et la coordination de la position française dans les négociations sous la Convention Climat des Nations Unies

(CCNUCC), ainsi que les initiatives du Plan d'Action Lima Paris en dehors de la CCNUCC.

Dans le domaine de l'énergie, le bureau suit et participe entre autres aux travaux des institutions et partenariats multilatéraux, comme l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) ou l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA).

Le bureau est également amené à travailler sur des sujets communautaires liés à la définition de la politique climat et énergie de l'Union européenne.

Enjeux et dossiers principaux du poste :

La France, qui a accueilli fin 2015 la COP21 sera formellement présidente de la COP jusqu'à la conférence de Marrakech qui aura lieu fin 2016 et continuera d'avoir un rôle privilégié dans la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat et pour les suites du Plan d'Action de Lima à Paris et des initiatives présentées lors de la COP21.

Le volet multilatéral énergie a connu une forte montée en puissance, avec la multiplication des enceintes et initiatives internationales sur les énergies et les technologies sobres en carbone, en lien avec le LPAA.

Enfin, toujours suite à la COP21, le principal dossier communautaire concernera le futur paquet législatif sur le cadre énergie climat pour 2030, qui permettra notamment la bonne mise en œuvre de la contribution de l'Europe à l'accord de Paris sur le climat.

Activités principales :

En appui direct au chef de bureau :

- Management et gestion du bureau, intérim du chef de bureau en son absence.
- Contribution à la coordination de l'équipe de négociation française
- Participation aux négociations climat.
- Appui aux travaux des groupes d'experts européens.

Dossiers suivis en propre:

- Suivi et coordination particuliers de « l'agenda des solutions », c'est-à-dire du Plan d'Action de Lima à Paris et des initiatives sur le climat, en lien avec les chargés de missions concernés ;
- Pilotage des dossiers énergie multilatéraux, notamment IRENA et AIE, lien avec les chargé de missions concernés.

Le contenu du poste pourra être amené à évoluer en fonction des qualités du titulaire, de l'évolution des négociations internationales sur le climat et des travaux des enceintes multilatérales traitant des technologies bas carbone.

Management :

Exercé dans le poste	Positionnement dans la structure
Contribution directe à l'encadrement des agents du bureau (une dizaine d'agents)	Rattachement au bureau changement climatique et maîtrise de l'énergie, au sein de la sous-direction changement climatique et développement durable

Relations internes et externes :

Relations internes et externes très développées, notamment avec :

- directions techniques du ministère, en particulier la Direction générale de l'Energie et du Climat (DGEC)
- autres ministères, en particulier le ministère des Affaires étrangères

- Secrétariat général aux affaires européennes (SGAE)
- opérateurs français impliqués dans les technologies bas carbone à l'international (Agence française de développement (AFD), Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)...)
- entreprises, chercheurs, ONG ;
- experts des autres pays

Responsabilités tenant au poste ou au positionnement du titulaire :

Responsabilités d'encadrement
Représentation de la France à des réunions européennes ou internationales

Compétences nécessaires et/ou à développer :

Compétences techniques	Connaissances sur le thème de l'énergie et du changement climatique, Des connaissances sur les technologies bas-carbone seraient un vrai plus. Connaissance des institutions internationales, communautaires et françaises Bonne maîtrise de l'anglais (oral et écrit) indispensable
Compétences transversales	Bonnes capacités de rédaction, d'animation et de présentation en public Bon esprit de synthèse et forte capacité d'initiative
Compétences relationnelles	Habitude de travail en réseau et capacité à fonctionner en équipe Expérience dans le management

Modes d'acquisition	

Profils recherchés, antériorité éventuellement nécessaire:

Sens du travail en équipe, goût pour l'encadrement, grande disponibilité, capacités d'initiative et de proposition, capacité de création et d'animation de réseaux, de conviction. Une expérience professionnelle d'au moins 6 ans, dont une expérience à l'européen ou l'international, est souhaitée, ainsi qu'une bonne connaissance d'une ou plusieurs thématiques liées au climat. Une connaissance du fonctionnement du MEEM et de l'administration centrale serait un plus. La pratique courante de l'anglais est indispensable, et la connaissance d'une deuxième langue est souhaitable.

Conditions de travail :

Matérielles	Horaires et saisonnalités	Conditions particulières
Bureau individuel	Le poste exige une certaine disponibilité et adaptabilité, en raison de déplacements à l'international réguliers, dont la durée peut aller jusqu'à 2 semaines par mission.	Missions à l'étranger

Contacts :

Damien NAVIZET, chef de bureau (tél 01 40 81 76 62); damien.navizet@developpement-durable.gouv.fr)

Appel à candidatures
Chargé(e) de mission éducation à l'environnement et au développement durable

Contexte

Le Parc national des Calanques, dernier né des parcs nationaux en 2012 est un établissement public récent, chargé de missions de protection des patrimoines naturels et culturels, d'accueil du public et d'appui au développement durable, sur un territoire comprenant un cœur terrestre de près de 9 000 ha et un cœur marin de 45 000 ha.

Le territoire des Calanques est très spécifique du fait de la proximité immédiate des espaces urbanisés de la 2e métropole française mais aussi de sa longue et riche histoire. Les espaces naturels, autrefois marqués par des activités de subsistance et des lieux de cultes ont connu une période industrielle suivie par des acquisitions foncières publiques et des régimes de protection, leur laissant une évolution assez libre. Ce processus, dont découle la mise en place du Parc national, conduit à une forte appropriation du territoire par les riverains et les usagers, l'éducation à l'environnement doit en permettre une « appropriation soutenable ».

La mise en place du Parc national des Calanques, mais également de la Métropole et du Contrat de baie de la rade de Marseille ou de l'Agence française de la biodiversité appellent la définition de stratégies concertées et d'actions coordonnées autour de l'éducation à l'environnement. La mise en valeur des patrimoines naturels, paysagers et culturels du Parc national des Calanques peut être utilisée comme ancrage territorial sur les grands enjeux globaux en direction des scolaires, des visiteurs et des acteurs de la Métropole.

L'action du Chargé(e) de mission éducation à l'environnement et au développement durable s'inscrit dans la construction de l'établissement public du Parc permettant d'établir des politiques de collaboration avec les institutions locales sur la transition écologique.

Profil recherché

Poste de catégorie A, ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de mutation ou de détachement.

Rattachement hiérarchique

Responsable du pôle éducation, culture et développement social.

Missions

Au sein du pôle, le/la Chargé(e) de mission est chargé(e) :

- Elaborer la stratégie EEDD du Parc national des Calanques ;
- Créer des programmes et des contenus à l'attention des publics cibles, en relation avec les pôles et secteurs de l'établissement, les collectivités, l'éducation nationale et les associations (animations, mallettes, expositions) ;
- Participer activement à l'élaboration du schéma d'interprétation du territoire ;
- Apporter une assistance technique aux porteurs de projets et rechercher la cohérence entre ces derniers, faire du lien, former, créer des synergies ;
- Réaliser des bilans et évaluations des actions accomplies à l'échelle du grand territoire ;
- Réaliser une veille nationale et méditerranéenne ; faire l'interface vers des programmes à plus grande échelle ; rechercher des financements et des partenariats (notamment dans le cadre de la future AFB).

Pour mener à bien ses missions, il/elle travaille en lien étroit à l'interne avec :

- le responsable du pôle et la chargée de mission politique de l'image,
- le pôle Communication,
- les pôles : Usages et Activités, Aménagement et Connaissance scientifique,
- les unités territoriales, et le Parc national de Port-Cros.

Il/elle développe par ailleurs un large partenariat externe avec :

- les services de l'académie et l'ESPE,
- les services des collectivités territoriales traitant d'éducation à l'environnement,
- les acteurs associatifs locaux.

Activités principales

Le (la) Chargé(e) de mission a un rôle « d'ensemblier » très transversal auprès des différents acteurs et en lien proche avec la mission de communication et les secteurs du Parc ; il pourra avoir une autorité fonctionnelle sur des agents (Ecogardes) affectés ponctuellement à des missions d'EEDD.
Il assure les missions principales suivantes :

- coordination / animation de réseau, formation sur les aspects EEDD des acteurs impliqués (animateurs, techniciens, élus ...) ;
- ingénierie (conception et réalisation d'outils et de programmes mis en œuvre par le Parc, adaptés au contexte et aux publics) ;
- animations auprès de groupes de tous âges sur le terrain ou sur des événements ;
- analyse (bilan, évaluation, propositions).

Le (la) Chargé(e) de mission sera principalement chargé(e) de :

<u>Elaborer et mettre en application la stratégie EEDD du Parc national des Calanques :</u>

La mise en œuvre de la charte et du contrat d'objectif avec le ministère doivent être précisés par un cadrage de la politique du Parc en matière d'éducation prenant en compte le contexte métropolitain. Cet outil, basé sur un diagnostic du territoire doit permettre d'organiser la synergie entre les acteurs de la Métropole autour d'objectifs clairs. Le (la) Chargé(e) de mission élaborera cette stratégie en collaboration avec le responsable du pôle, puis, après validation par le Parc, la mettra en œuvre par :

- des actions directes (animations, création d'outils, …),
- l'organisation d'actions au niveau de l'équipe de l'établissement (organisation des actions EEDD des pôles et secteurs, management fonctionnel d'agents en animation…),
- la création et l'organisation d'événementiels (conférences, stands, panneaux, expositions…),
- la mise en réseau et l'assistance aux porteurs de projets en partenariat avec les acteurs intervenant dans ce domaine sur la Métropole.

Participer à la mise en place du schéma d'interprétation du territoire du Parc :

L'accueil est une mission essentielle du Parc national. De plus, en se mettant en place dans le paysage institutionnel complexe d'un espace métropolitain, il doit se doter d'outils de planification lui permettant de collaborer pleinement avec les collectivités du territoire. Dans le cadre d'une démarche globale sur l'accueil du public, un schéma d'interprétation doit être réalisé pour le territoire.
En relation avec l'équipe projet, le (la) Chargé(e) de mission devra s'investir fortement dans la réalisation du schéma d'interprétation en participant à la conception de la démarche, en organisant la concertation et en suivant la maitrise d'ouvrage en relation avec le pilotage général du schéma d'accueil.

Compétences, connaissances et expériences requises

- Forte sensibilité aux enjeux de développement durable
- Connaissances des espaces naturels
- Connaissance en éducation à l'environnement
- Bonne expression orale et présentation en public
- Accueil et encadrement de groupes
- Rigueur rédactionnelle
- Conduite de projet
- Maîtrise des logiciels informatiques de bureautique

Savoir-être attendus

- Diplomatie et bon relationnel, en interne comme en externe
- Esprit d'initiative et d'innovation
- Aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires
- Rigueur et autonomie de travail, sens de l'organisation
- Discrétion professionnelle
- Réactivité et adaptabilité

Profil souhaité

Une bonne connaissance du territoire constituera un atout.
Expérience confirmée dans des domaines naturaliste et/ou de l'éducation.

Localisation

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

1er septembre 2016.

Modalités de dépôt des candidatures

Candidature pour le poste de CHARGE(E) DE MISSION EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT ET AU DEVELOPPEMENT DURABLE
Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :
Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
Impasse Paradou Bât. A4
13009 Marseille
ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter **Francis TALIN**, responsable du Pôle « Education Culture et Développement social », au 04 20 10 50 00 ou par mail francis.talin@calanques-parcnational.fr.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 22 juin 2016.
Les auditions des candidats sélectionnés auront lieu à Marseille les 7 et 8 juillet 2016.
La prise de fonction est prévue le 1er septembre 2016.
Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature.
Tous les candidats qui auront postulé recevront une réponse par courriel à la fin de la procédure, pour la fin du mois de juillet.

Chargé(e) d'études Plan de gestion

Contexte

Le Parc national des Calanques est un établissement public créé en 2012, chargé de missions de protection des patrimoines naturels et culturels, et d'accueil du public, sur un territoire comprenant un cœur terrestre de 8 500 ha et un cœur marin de 43 500 ha. Sa situation périurbaine, aux portes de la deuxième ville de France, dans la dynamique d'une grande métropole européenne, place le Parc national dans une situation inédite, un véritable défi pour la conciliation de la préservation des patrimoines avec les activités humaines.

Les espaces naturels terrestres de l'archipel du Frioul sont classés en zone de cœur du Parc national des Calanques. Ils sont, depuis 2014, propriété du Conservatoire du littoral et la gestion a été confiée à la Ville de Marseille et au Parc national des Calanques.

Les îles du Frioul constituent un site naturel remarquable qui abrite une importante biodiversité floristique et faunistique encore préservée du fait de l'insularité et de la gestion conservatoire mise en œuvre depuis plus de dix ans. Ce site insulaire et marin, intégré au réseau Natura 2000, est d'une qualité reconnue au niveau européen aussi bien au titre de la directive Habitats que de la directive Oiseaux, et présente également une grande valeur paysagère et historique.

Le Frioul constitue un exemple remarquable d'espace naturel de haute qualité environnementale à proximité immédiate de la ville de Marseille.

Une convention de gestion définissant les orientations de gestion des espaces naturels terrestres de l'archipel a été établie entre le Conservatoire du littoral, la Ville de Marseille et le Parc National des Calanques.

L'équipe territoriale du secteur « Littoral Ouest et Archipels » du Parc national des Calanques assure la co-gestion des espaces naturels du Frioul.

Profil recherché

Poste de catégorie B+ qui, pour une mission correspondant à un renfort temporaire, est préférentiellement à pourvoir par la voie contractuelle.

Rattachement hiérarchique

Le Responsable du Secteur Littoral Ouest et Archipels en lien fonctionnel avec les différents pôles du Parc.

Missions principales

L'objet de la mission consiste à réaliser le Plan de gestion des espaces naturels terrestres de l'Archipel du Frioul pour la période 2017-2021. Il s'agira ainsi de conduire les missions suivantes :

- Consolider les données d'état des lieux et le diagnostic des enjeux environnementaux du site ;
- Préparer les documents nécessaires à l'élaboration de la stratégie et du programme d'actions (éléments d'état des lieux, cartes de synthèse…) ;
- Organiser, animer techniquement les réunions du comité de pilotage et la concertation avec les acteurs externes ;
- Rédiger le plan gestion selon trois grandes parties :
    - Le diagnostic patrimonial (état des lieux de la biodiversité, du patrimoine culturel et du paysage, des usages…) et l'état des lieux des différents types d'usage qui s'y développent,
    - La définition des enjeux et des grandes orientations de gestion (vocation du site),
    - La déclinaison en un programme d'actions précis sur 5 ans : programmation, évaluation du coût des interventions et plan de financement, rédaction d'un recueil de fiches techniques...

Cette mission est réalisée sous le pilotage de l'adjoint au responsable du secteur Littoral Ouest et Archipels dans le cadre des orientations fixées par le Conservatoire du littoral. Un comité stratégique associera le

Conservatoire du littoral, la Ville de Marseille et le Parc national des Calanques. La rédaction du Plan de gestion devra être finalisée pour fin novembre.

Compétences, connaissances et expériences requises

- Minimum Bac +3 Formation en environnement,
- Forte expérience professionnelle dans la rédaction et l'élaboration de plans et de schémas de gestion d'espaces naturels,
- Bonnes capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse,
- Expérience si possible, souhaitée, dans l'animation de réunions,
- Maîtrise des logiciels de bureautique (Word, Excel, PowerPoint,…) et de SIG (QGIS),
- Compétences dans le domaine de la protection et de la gestion de l'environnement littoral et marin,
- Connaissance des acteurs locaux (institutionnels et socio-économiques) et des enjeux du littoral PACA,
- Autonomie et bonne capacité au travail en équipe.

Contrat

- Contrat à durée déterminée (CDD) de 6 mois,
- 36 heures hebdomadaires en moyenne,
- Poste basé au siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée : 20 juin 2016

Modalités de dépôt des candidatures :

Indication à préciser :

Candidature pour le poste de Chargé d'Etudes Plan de Gestion Frioul
Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :
Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
2, Impasse Paradou Bât. A4
13009 Marseille
ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Lorraine ANSELME, Adjointe au responsable du Secteur Littoral Ouest et Archipels au 04 20 10 50 00 ou par mail lorraine.anselme@calanques-parcnational.fr.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 1er juin 2016
Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature.
Tous les candidats qui auront postulé recevront une réponse par courrier à la fin de la procédure, fin juin 2016.